

LES IMPASSES ET LES ESPOIRS DU DÉVELOPPEMENT RURAL

SCHLEMMER (Bernard) — *Le Menabé, histoire d'une colonisation*. — Paris, ORSTOM, 1983, 267 p. (Travaux et documents, 164); ANCEY (Gérard) — *Monnaie et structures d'exploitations en pays mossi*. — Paris, ORSTOM, 1983, 240 p. (Initiations et documentations techniques, 57); *Le développement rural en questions*. — Paris, ORSTOM, 1984, 505 p. (Mémoires, 106); MONDJANAGNI (Alfred C.) — *La participation populaire au développement en Afrique noire, People's participation in development in Black Africa*. — Paris, Institut panafricain de développement, Karthala, 1984, 448 p. (Compte rendu de séminaire V, 2).

Grâce à la nouvelle politique de valorisation de ses publications, l'ORSTOM diffuse actuellement une somme importante de travaux intéressant les politiques de développement rural. Trois de ces ouvrages traitent ainsi des antécédents coloniaux à Madagascar, de leurs incidences structurelles en pays mossi et de leurs conséquences contemporaines en mettant en « questions » le développement rural. A ces « questions » l'IPD ne voulait pas apporter de réponses, se contentant plutôt d'interroger les « vellétés de faire participer la population au développement » (p. 423) : ces quatre ouvrages contribuent à une remise en perspective du développement des campagnes africaines et examinent les espoirs mis dans les politiques contemporaines.

— *Le Menabé*, ancien royaume de la côte ouest de Madagascar, a vécu, selon les termes de Bernard Schlemmer dans son avant-propos, toutes les situations de domination entre « le capitalisme au stade marchand (et le) capitalisme au stade impérialiste » (p. 9). Mais c'est cette dernière phase qui retient particulièrement l'attention de B. Schlemmer, plus exactement la période de 1896 à 1947. On doit même souligner que c'est moins une histoire événementielle qui nous est ici restituée qu'une anthropologie historique, s'attachant à découvrir le sens du projet colonial français, les modalités de son intervention et les raisons de son échec économique. Ce sens, caché aux yeux des acteurs, mais décelable dans une étude critique des documents administratifs de l'époque, est dégagé à partir d'un appareil analytique marxien, qui n'exclut malheureusement pas,

parfois, la langue de bois. Malgré ce défaut, ce cadre théorique est « heuristique » (p. 11) pour expliquer pourquoi la réussite d'une domination politique (la « pacification » des années 1896 à 1904) devait déboucher sur un échec de la colonisation, entendue comme système économique exogène d'extorsion de la plus-value. Si plusieurs raisons coexistent pour expliquer ce « ratage », l'auteur souligne l'incidence de la permanence d'un mode de production lignager (pp. 89 et suivantes) et d'une « idéologie du refus » (pp. 225 et suivantes) des Sakalava que l'administration coloniale, prise dans ses propres contradictions, ne cherchera pas à briser durant la période considérée. Grâce à l'apport de la force de travail de migrants, les exploitations coloniales pourront satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre et reproduiront même le mode de production sakalava (p. 235) qui lui-même « a été capable de s'adapter à ses demandes » car « les Sakalava (...) parent, en fin de compte, conserver la liberté de ne pas vendre leur force de travail » (p. 237).

D'un point de vue comparatif, ces réflexions et ces explications sont particulièrement incisives en soulignant pourquoi, dans d'autres situations africaines, il n'en fut pas ainsi et comment les populations furent amenées, de gré mais surtout de force, à vendre leur force de travail, sur place ou par l'émigration. Reste cependant à se demander si « la clé d'une réussite économique durable de la colonisation — c'est-à-dire le développement continu de l'économie libérale qu'elle amène avec elle et sur laquelle elle repose — c'est la coercition » (p. 238). Cette ultime affirmation, en mettant en exergue la « coercition », en dit trop ou trop peu, sans doute trop peu. A mon avis, il conviendrait de la compléter ainsi. S'il s'agit effectivement d'introduire l'économie libérale, la période coloniale s'est largement satisfaite de l'introduction du capital sur les lieux des échanges et l'auteur le montre surabondamment à propos des maisons de commerce et des négociants indiens, les Karana. Mais son but ultime était d'introduire le capital sur les lieux mêmes de la production. Si le premier objectif nécessitait la coercition physique, la deuxième phase, en cours de concrétisation, peut largement se satisfaire d'une coercition idéologique, au nom du « développement », de l'intérêt général, etc. L'observateur doit donc démultiplier ses cadres d'analyse pour rendre compte, après « l'histoire d'une colonisation », de ses effets contemporains.

— Dans *Monnaie et structures d'exploitation en pays mossi*, Gérard Ancy a regroupé deux textes datant d'une dizaine d'années, peu diffusés mais ayant fondé la réputation scientifique de l'auteur. A partir d'enquêtes de budgets familiaux menées durant une année complète dans cinq zones occupées originellement par les Mossi ou par suite d'émigrations internes au Burkina-Faso, l'auteur commente des résultats qui n'ont pas perdu de leur intérêt, malgré leur relative ancienneté, tant sur le plan de la méthodologie que de l'interprétation anthropologique.

Sur le plan méthodologique, G. Ancy illustre ici toute l'importance d'une analyse matricielle de données numériques (ici des relations monétaires) et des divers types d'opérations (triangulation, graphes) qui peuvent être déduites d'une acquisition constamment vérifiée et interprétée des informations. Pour avoir eu également recours, au début des années soixante-dix, à une telle méthodologie sur la base d'autres types de données (rapports sociaux de production ou de distribution des produits non

quantifiés), je dois souligner l'extrême intérêt de l'analyse... dès lors que la monnaie fiduciaire est devenue un des repères des activités sociales, ce qu'elle a fait progressivement depuis vingt ans.

Mais G. Ancey n'a pas seulement apprivoisé l'analyse économique et adapté à des contextes ouest-africains certains modes formels d'interprétation. Il a été également un des initiateurs de l'anthropologie économique française dans sa perspective non directement marxiste, avec des incidences toujours contemporaines. Ainsi, ayant dégagé l'existence d'un double circuit mossi de financement, « clos mais en étroite communication » (p. 61), il en montre le rôle structurant dans l'organisation sociale mossi et souligne « qu'il suffirait peut-être de monétiser les terres pour le [cet édifice socio-monnaire] faire sauter » (p. 61). Or, n'est-ce pas ce que précisément le Burkina-Faso vient de récuser en proclamant, en août 1984, la nationalisation de toutes les terres, ce qui permet de reconduire l'expérience antérieure : jonction de l'économie burkinabé au littoral (Côte-d'Ivoire) et reproduction du dysfonctionnement intérieur qui permet le maintien d'un certain ordonnancement social en dépit de la pression du capitalisme par la médiation de la monnaie. D'autres contradictions apparaissent ensuite à propos du statut social et du contrôle du capital (pp. 177 et suivantes) ainsi qu'en matière foncière : « On s'aperçoit que, dans bien des cas, les villageois reconnaissent simultanément ne plus pratiquer de jachères et posséder néanmoins des terres disponibles en quantité appréciable » (p. 148). En fait, les contradictions du développement rural ne sont compréhensibles qu'à l'échelle internationale, ainsi que l'auteur le remarque dans sa conclusion générale (pp. 196-197). Ayant souligné la complexité du phénomène migratoire des Mossi en Côte-d'Ivoire, l'auteur conclut sur ces remarques : « Pour nous résumer, les migrations du travail nous paraissent être, dans l'état actuel des structures économiques mondiales, faites de relations asymétriques ni en bien ni en mal, mais un fait dont les tenants et les aboutissants ne peuvent se juger en termes de morale individuelle, non plus que nationale, mais internationale. C'est à ce niveau seul qu'un remède peut être peu à peu défini et des solutions apportées » (p. 197). C'est aussi la conclusion de mes propres travaux sur « la question agraire en Afrique de l'Ouest ».

— *Le développement rural en questions* est une publication collective réunissant vingt-cinq contributions et préparée pour le congrès international de géographie de Paris.

Pour P. Pélissier et G. Sautter, dans leur préface, cet ouvrage est « un témoignage de vitalité de la géographie, face à la crise du monde rural dans les pays dits en développement » (p. IX). Mais, si j'ai bien compris le sens du débat récent entre « tropicalistes » et « tiers-mondistes », cet ouvrage illustre plutôt la recherche d'une voie moyenne entre ces deux tendances, en tentant « une défense et illustration de la légitimité d'une approche ruraliste » (*ibid.*, p. IX) qui a en Afrique noire, pour antécédents récents, *L'atlas des structures agraires au sud du Sahara*. De ce fait, cet écrit se caractérise par des continuités dans les modes d'approche du rural auxquelles s'ajoutent des interrogations sur le sens du développement recherché, avec beaucoup de bon sens en ce qui concerne le développement auto-centré (pp. 174-175).

Les préfaciers insistent avec raison sur l'influence de l'œuvre de

Pierre Gourou dans la lecture des paysages (ainsi chez Marchal, pp. 154 et suivantes) et l'analyse des techniques « d'encadrement » (en particulier dans le chapitre consacré à « Écologie et développement », mais voir ses limites dans La Masselière, p. 294). Je suis personnellement plutôt sensible à l'art de la variation d'échelles et aux conclusions nouvelles que cette méthode offre chez C. Blanc-Pamard et P. Peltre (pp. 71-73), ou dans le chapitre « La région, territoire de recherche ». On y découvre ainsi, à propos des travaux de l'ORSTOM sur la vallée du fleuve Sénégal, une affirmation qui, si elle est fondée, bouleverse bien des préjugés : « Reposant sur une articulation entre plusieurs échelles, dont l'une est celle d'une description extensive exhaustive, elle (l'explication ?) tend à réduire, ou même à supprimer la nécessité d'un saut entre le plan de l'observation et celui de la généralisation » (p. 151).

Mais les non-géographes seront plus sensibles aux « questions » que le titre de l'ouvrage semble focaliser et qui pourraient influencer, par l'infléchissement de la démarche scientifique, sur l'usage, voire sur l'utilité, de cette géographie.

Identifier ces questions n'est pourtant pas facile. On ne peut en effet suivre seulement les préfaciers pour lesquels l'important serait une « théorie d'un renversement d'intérêts qui place "le" rural au centre des préoccupations » (p. X). Par contre, il aurait été d'un intérêt notable de savoir, parmi les divers phénomènes mis en valeur par la trentaine d'auteurs, les explications qui sont susceptibles de répondre à « la vraie question, celle de la contribution attendue des sociétés agraires pour la mise en route et l'entretien du processus de développement » (p. 176).

Cette interrogation, qui clôt le chapitre le plus dense et le plus « théorique » de l'ouvrage, est effectivement une bonne question. Mais on n'y trouve pas de réponse, plutôt on découvre, au fil de la lecture, une liste de facteurs variables selon les auteurs, selon les sociétés et selon leurs situations contemporaines, liste qui ressemble au poème « L'inventaire » de Prévert : migrations, formes de la segmentation sociale, taux de monétarisation, degré de saturation foncière du terroir, capacité d'améliorations techniques ou agronomiques, association-dissociation de l'élevage à l'agriculture, place des femmes, des cadets et de tous les dominés dans la production, etc.

Si cet ouvrage est déjà un grand classique qui fait honneur non seulement à la géographie africaniste mais aussi à l'université française, il lui manque de préciser comment les ruralistes interprètent les principaux processus qui traversent les mutations des sociétés. Cette absence est particulièrement ressentie lorsqu'on referme l'ouvrage après les lectures des textes de R. Pourtier et d'É.Y. Gu Konu. Les engagements intellectuels de ces deux auteurs font prendre conscience de la réserve de certains autres, c'est-à-dire des limites de la neutralité scientifique.

— *La participation populaire au développement en Afrique noire* est un bilan honnête, à usage plus pédagogique que scientifique, comme il est de tradition à l'IPD, de « l'arlésienne » du développement : la participation des populations. En effet, on en parle toujours et on ne la voit jamais se manifester, dans un travail toujours à recommencer et rarement récompensé. Et pourtant, que n'a-t-on fait, depuis les sociétés indigènes de prévoyance de 1910 jusqu'à l'animation rurale des années soixante et

le développement auto-centré, intégré ou endogène contemporain (évoqués pp. 36 à 72).

Mais, en ravaudant la trame usée d'un des principaux mythes développementalistes, les auteurs ne parlent pas d'échec, plutôt de problèmes, de « questions » qui ne trouvent de réponse que dans quelques contributions, ainsi celle de A.R. Semana sur la communication (pp. 387-400) ou dans la bonne mais trop courte conclusion de A. Mondjanagni, pp. 423-425.

Car, la question essentielle tient au « rôle de l'État », comme les débats du séminaire le soulignent (p. 414). Cet État est omniprésent. Sa logique d'intervention est au cœur des onze contributions de la première partie (« Réflexions générales sur les problèmes de participation... ») au point que, dans certaines communications, c'est le point de vue de l'État (congolais, nigérien ou camerounais) qui est, par un étrange renversement des points de vue, au centre de l'analyse. Mais, la nature de cet État étant rarement interrogée, sauf pour le Bénin ou la Haute-Volta (avant qu'elle devienne Burkina-Faso), nous ne savons toujours pas sur quels obstacles culturels, conceptuels ou idéels butent les intentions les plus généreuses.

Faute d'interroger les fondements anthropologiques des civilisations africaines et européennes confrontées dans l'impossible débat de la participation sans participants, deux solutions s'offraient : l'humour ou le langage technocratique. La première solution, parfois involontaire, est illustrée par Philip Langley de façon sympathique dans « Wapi participation, interpreting development rhetoric as a cargo cult practice ». Ce mode d'analyse aurait pu être appliqué à tous ceux qui recourent à la rhétorique développementaliste ou technocratique, particulièrement dans la seconde partie consacrée aux « coopératives, développement communautaire et participation populaire au développement ».

Cet ouvrage bilingue, accompagné de bibliographies en français et en anglais, est une synthèse très utile mais qui demande que les trois difficultés identifiées dans la conclusion générale soient au cœur des nouveaux débats :

— « Le caractère hétérogène et dispersé est la première faiblesse (des micro-développements) des organisations non gouvernementales. Convient-il de leur faire absolument confiance ?

— La deuxième difficulté... est la facilité... à tomber dans une vision quelque peu exotique du « small is beautiful ».

« Le troisième problème, qui est le plus difficile à résoudre est celui de savoir qui décide quoi et pour qui. En fait qui décide de la participation ? » (p. 424). Et « qui décide de développer ? » pourrions-nous ajouter pour refermer provisoirement ce dossier du développement.

Étienne le Roy